

Rapport de gestion

Le 5 août 2020

Le présent rapport de gestion vise à aider le lecteur à comprendre et à évaluer les tendances et les changements d'importance liés aux résultats d'exploitation et à la situation financière de Pages Jaunes Limitée et de ses filiales pour les trimestres et les semestres clos les 30 juin 2020 et 2019. Ce rapport doit être lu parallèlement à nos états financiers consolidés audités et aux notes annexes pour les exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018 ainsi qu'à nos états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour les trimestres et les semestres clos les 30 juin 2020 et 2019. Veuillez vous reporter au communiqué de presse de Pages Jaunes Limitée présentant ses résultats pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2020, publié le 6 août 2020. Les rapports trimestriels, le rapport annuel, les renseignements supplémentaires et la notice annuelle figurent sur le site de SEDAR, à l'adresse www.sedar.com et à la section « Investisseurs – Rapports et dépôts » du site Web de la Société, à l'adresse <https://entreprise.pj.ca/fr>. Les communiqués de presse sont accessibles sur le site de SEDAR et à la section « Nouvelles – Communiqués de presse » du site Web de la Société.

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (les « normes IFRS »), et l'information présentée dans le présent rapport de gestion a été tirée de ces états financiers.

Sauf indication contraire, tous les montants figurant dans le présent rapport de gestion sont en dollars canadiens. Veuillez vous reporter à la section « Définitions nécessaires à la compréhension de nos résultats » pour obtenir la liste des mesures financières non conformes aux normes IFRS et des indicateurs de performance clés.

Notre structure de présentation des résultats reflète la façon dont nous gérons notre entreprise et classons nos activités aux fins de planification et d'évaluation de la performance.

Dans le présent rapport de gestion, les termes « nous », « notre/nos », la « Société », « Pages Jaunes » et « PJ » désignent Pages Jaunes Limitée et ses filiales [notamment Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée, 411 Local Search Corp. (411.ca), YPG (USA) Holdings, Inc. et Yellow Pages Digital & Media Solutions LLC [ces deux dernières étant collectivement appelées YP (États-Unis)], Bookenda Limitée (Bookenda), vendue le 30 avril 2019, et Solutions YP Dine Limitée (PJ Resto), vendue le 30 avril 2019].

Mise en garde concernant l'information prospective

Le présent rapport de gestion comprend des affirmations au sujet des objectifs, des stratégies, de la situation financière, y compris d'un éventuel remboursement intégral des débetures échangeables restantes de la Société, à leur valeur nominale, le 31 mai 2021 ou peu après cette date, du versement, à ses actionnaires ordinaires, d'un dividende en trésorerie de 0,11 \$ par action par trimestre et des résultats d'exploitation et des activités de PJ. Ces déclarations sont considérées comme « prospectives » puisqu'elles sont basées sur nos attentes actuelles, en date du 5 août 2020, au sujet de nos activités et des marchés sur lesquels nous les exerçons, ainsi que sur diverses estimations et hypothèses.

L'information et les déclarations prospectives sont fondées sur plusieurs hypothèses qui pourraient faire en sorte que nos résultats réels diffèrent de façon significative des attentes exprimées ou sous-entendues dans cette information et ces déclarations prospectives et que nos stratégies, nos objectifs et nos plans d'affaires ne soient pas réalisés ou atteints. Par conséquent, nous ne pouvons garantir que l'une ou l'autre de nos déclarations prospectives se réalisera et nous mettons en garde le lecteur contre le risque que représente le fait de s'appuyer sur ces déclarations prospectives. L'information et les déclarations prospectives qui figurent dans le présent rapport de gestion sont présentées dans le but d'aider les investisseurs et les autres parties à comprendre nos stratégies, nos objectifs et nos plans d'affaires. Le lecteur est donc mis en garde contre le fait que cette information pourrait ne pas convenir à d'autres fins. Pour formuler certaines déclarations prospectives, nous avons eu recours aux hypothèses suivantes :

- La conjoncture économique au Canada ne se détériorera pas davantage de façon importante et la reprise débutera plus tard cette année, à mesure que les restrictions d'activités imposées en raison de la pandémie de COVID-19 seront levées.
- Nous serons en mesure d'attirer et de conserver du personnel clé afin d'occuper des postes clés.
- Nous serons en mesure de lancer, de vendre et de fournir des produits et services qui nous aideront à soutenir notre clientèle et amélioreront les produits moyens par client.
- La baisse des produits tirés des médias imprimés demeurera à un niveau égal ou inférieur à 25 % par année.

- Les marges brutes du secteur PJ ne diminueront pas significativement des niveaux actuels.
- Les réductions continues des dépenses atténueront l'incidence sur les flux de trésorerie de la baisse des produits.
- L'exposition au risque de change découlant des transactions libellées en devises demeurera négligeable.

L'information et les déclarations prospectives sont également fondées sur l'hypothèse selon laquelle aucun des facteurs de risque indiqués pouvant faire en sorte que les résultats réels diffèrent de façon significative des résultats prévus décrits dans l'information et les déclarations prospectives ne se concrétisera.

Dans ce rapport de gestion, les déclarations prospectives se reconnaissent à l'usage de termes comme « chercher à », « prévoir », « croire », « pouvoir », « estimer », « s'attendre à », « objectif », « avoir l'intention de », « devoir », « planifier », « prédire », « s'efforcer de », « viser », et autres verbes ou expressions semblables. Elles reflètent les attentes actuelles concernant des événements futurs et la performance d'exploitation à venir et valent uniquement à la date du présent rapport de gestion. La Société ne s'engage aucunement à les mettre à jour ou à les réviser en fonction de nouveaux faits ou de nouvelles circonstances, sous réserve d'une obligation imposée par les lois sur les valeurs mobilières. Les déclarations prospectives traitent d'un grand nombre de risques et d'incertitudes; elles ne devraient pas être considérées comme des garanties de résultats ou de performances futurs et n'indiquent pas nécessairement avec précision si ces résultats ou cette performance seront atteints. Un certain nombre de facteurs pourraient faire différer significativement les résultats ou la performance réels de ceux indiqués dans les déclarations prospectives et pourraient avoir une incidence défavorable importante sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière, y compris, sans s'y limiter, les facteurs de risque suivants mentionnés à la section « Risques et incertitudes » du présent rapport de gestion ainsi que ceux décrits à la section « Facteurs de risque » de notre notice annuelle :

- L'incapacité de la Société à stabiliser ou à accroître ses produits et sa clientèle.
- L'incapacité de la Société d'attirer et de fidéliser des clients, et de leur vendre de nouveaux produits.
- Une forte concurrence pourrait réduire la part de marché de la Société.
- Une diminution plus marquée que prévu du taux de déclin des produits tirés des médias imprimés en raison de changements dans les préférences et les habitudes des consommateurs.
- L'incapacité de la Société d'améliorer et d'élargir son offre de produits de marketing et de médias numériques.
- L'incapacité de la Société à établir les relations et à fournir les technologies requises pour répondre de façon adéquate aux besoins de ses clients.
- Un ralentissement économique prolongé dans les principaux marchés de la Société.
- Une proportion plus élevée que prévu des produits d'exploitation tirés des médias et solutions numériques de la Société à marge moins élevée, comme les services et la revente.
- L'incapacité de la Société d'attirer et de conserver du personnel clé.
- Les activités de la Société dépendent de l'utilisation de ses médias mobiles et en ligne, et l'incapacité de préserver l'utilisation des médias numériques de la Société pourrait nuire à sa capacité d'augmenter ses produits d'exploitation et d'étendre ses activités.
- L'incapacité de la Société ou des partenaires Telco de remplir leurs obligations découlant des conventions conclues entre ces parties.
- Des arrêts de travail et d'autres perturbations du travail.
- La contestation par les autorités fiscales de la position de la Société relativement à certaines questions d'ordre fiscal.
- La perte de relations clés ou des changements dans le niveau de service fourni par les applications cartographiques et les moteurs de recherche.
- La défaillance des ordinateurs et des systèmes de communication de la Société.
- L'incapacité de la Société à générer des fonds suffisants, qu'ils proviennent de l'exploitation, de financements par emprunt ou par actions ou de refinancements.
- L'augmentation des cotisations versées par la Société à ses régimes de retraite.
- L'éclosion ou l'intensification d'une maladie contagieuse pourrait avoir une incidence négative plus importante que prévu sur les activités de la Société.

Définitions nécessaires à la compréhension de nos résultats

Bénéfice d'exploitation avant amortissements et frais de restructuration et autres charges (« BAIIA ajusté » et « marge sur BAIIA ajusté »).

Nous faisons état de notre bénéfice d'exploitation avant amortissements et frais de restructuration et autres charges (défini aux présentes comme le « BAIIA ajusté »), tel qu'il est présenté dans les états consolidés intermédiaires résumés du résultat net de Pages Jaunes Limitée. Le BAIIA ajusté et la marge sur BAIIA ajusté ne sont pas des mesures de la performance conformes aux normes IFRS et ils ne sont pas considérés comme un substitut du bénéfice d'exploitation ou du bénéfice net pour mesurer la performance de Pages Jaunes. Les définitions du BAIIA ajusté et de la marge sur BAIIA ajusté ne sont pas normalisées selon les normes IFRS; il est donc peu probable qu'ils soient comparables à des mesures semblables employées par d'autres sociétés cotées en bourse. Le BAIIA ajusté et la marge sur BAIIA ajusté ne devraient pas être utilisés comme mesures exclusives des flux de trésorerie, car ils ne tiennent pas compte de l'incidence des variations du fonds de roulement, de l'impôt sur le résultat, des paiements d'intérêts, de la capitalisation des régimes, des dépenses d'investissement, des acquisitions d'entreprises, des réductions du capital de la dette ainsi que des autres provenances et utilisations des flux de trésorerie, qui sont présentées à la page 17 de ce rapport de gestion.

Le BAIIA ajusté est calculé comme les produits moins les coûts d'exploitation, tels qu'ils sont présentés dans les états consolidés intermédiaires résumés du résultat net de Pages Jaunes Limitée. Nous définissons la marge sur BAIIA ajusté en tant que BAIIA ajusté en pourcentage des produits. Nous utilisons le BAIIA ajusté et la marge sur BAIIA ajusté pour évaluer la performance de nos activités, car ils reflètent la rentabilité continue. Nous sommes d'avis que certains investisseurs et analystes utilisent le BAIIA ajusté et la marge sur BAIIA ajusté pour évaluer la capacité d'une société à assurer le service de sa dette et à satisfaire à d'autres obligations de paiement ou comme mesure courante pour évaluer les sociétés exerçant leurs activités dans le secteur des médias et des solutions de marketing ainsi que pour évaluer la performance d'une entreprise.

BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement

Le BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement est une mesure financière non conforme aux normes IFRS et il n'a pas de signification normalisée selon les normes IFRS. Il est donc peu probable qu'elle soit comparable à des mesures semblables employées par d'autres sociétés cotées en bourse. Nous définissons le BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement comme le BAIIA ajusté, tel qu'il est défini ci-dessus, moins les dépenses d'investissement, que nous définissons comme les acquisitions d'immobilisations incorporelles et les acquisitions d'immobilisations corporelles, présentées dans la section « Activités d'investissement » des tableaux consolidés intermédiaires résumés des flux de trésorerie de la Société. Nous utilisons le BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement comme une mesure de performance clé pour nos activités, car il reflète les flux de trésorerie provenant de nos activités commerciales. Nous sommes d'avis que certains investisseurs et analystes utilisent le BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement pour évaluer la performance des entreprises de notre secteur. Le BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement est également une composante dans la détermination de la rémunération incitative à court terme de tous les employés-cadres.

La mesure financière conforme aux normes IFRS qui s'apparente le plus au BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement est le bénéfice d'exploitation avant amortissements et frais de restructuration et autres charges (défini ci-dessus comme le « BAIIA ajusté »), tel qu'il est présenté dans les états consolidés intermédiaires résumés du résultat net de Pages Jaunes Limitée. Veuillez vous reporter aux pages 5 et 11 du présent rapport de gestion pour un rapprochement des dépenses d'investissement et du BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement, respectivement.

Le rapport de gestion comprend les sections suivantes :

1. Activités et produits et services offerts aux clients
2. Résultats
3. Situation de trésorerie et sources de financement
4. Hypothèses et estimations critiques
5. Risques et incertitudes
6. Contrôles et procédures

1. Activités et produits et services offerts aux clients

Nos activités

Pages Jaunes, l'un des principaux fournisseurs de solutions de marketing et de médias numériques au Canada, offre des outils ciblés aux entreprises locales, aux marques nationales et aux clients qui leur permettent d'interagir et de faire des affaires dans l'économie numérique actuelle.

Produits et services offerts aux clients

Pages Jaunes, par l'entremise de son secteur PJ, offre aux petites et moyennes entreprises (« PME ») du Canada un accès intégral à l'une des gammes de solutions de marketing et de médias numériques et traditionnels les plus complètes au pays, notamment le positionnement prioritaire en ligne et mobile sur les médias numériques de Pages Jaunes, la syndication de contenu, des solutions de moteurs de recherche, la réalisation de sites Web, la gestion de campagnes sur les médias sociaux, un service d'affichage numérique, la production vidéo ainsi que la publicité imprimée. L'effectif de vente et l'équipe de service à la clientèle de la Société, qui comptent plus de 280 professionnels dévoués, offrent cette gamme complète de solutions de marketing aux entreprises locales partout au pays, tout en répondant aux besoins changeants de sa clientèle existante, qui compte 138 400 PME.

Médias

Les médias de la Société, principalement les médias fixes, mobiles et imprimés, demeurent des marchés efficaces pour les marchands locaux canadiens, les marques et les consommateurs. Le réseau de médias de la Société permet aux Canadiens de découvrir des entreprises dans leurs quartiers, dans les marchés verticaux des services, de l'immobilier, de la restauration et du commerce de détail. La description des médias numériques de la Société, énumérés par secteur, est fournie ci-dessous.

Secteur PJ

- PJ^{MC} – disponible en ligne et comme application mobile à l'adresse PJ.ca, PJ permet aux utilisateurs de découvrir leur quartier et d'y faire des affaires au moyen de profils de marchands complets, de contenu éditorial pertinent, de critiques et de fonctionnalités de réservation.
- Canada411 (« C411 ») – l'une des destinations en ligne et sur mobile les plus fiables et fréquentées au Canada pour obtenir les coordonnées de personnes et d'entreprises locales.
- La Société est l'éditeur officiel des annuaires de Bell, de TELUS, de Bell Aliant, de MTS Allstream et d'un certain nombre d'autres entreprises de téléphonie titulaires.
- 411.ca – service d'annuaire numérique pour aider les utilisateurs à trouver des personnes et des entreprises locales.

Secteur Autre

- PJ Resto^{MC} (vendue le 30 avril 2019) – média numérique qui permettait aux utilisateurs de rechercher et de découvrir des restaurants locaux et d'effectuer des réservations, en plus d'offrir des capacités de commande en ligne.
- Bookenda.com (vendue le 30 avril 2019) – plateforme transactionnelle en ligne qui permet aux utilisateurs et aux marchands d'interagir et de gérer les réservations et les commandes.

Principales données analytiques

Le succès de notre entreprise est tributaire de l'amélioration continue de la rentabilité opérationnelle et de l'efficacité des dépenses d'investissement. L'amélioration à long terme de la rentabilité dépend de la croissance des produits tirés des médias et solutions numériques ainsi que de la rétention et de la croissance de notre clientèle. Les principales données analytiques pour le trimestre clos le 30 juin 2020 comprennent les éléments suivants :

- BAIIA ajusté : le BAIIA ajusté a diminué pour se chiffrer à 41,9 M\$, ou 47,5 % des produits, pour le trimestre clos le 30 juin 2020, comparativement à 43,4 M\$, ou 40,7 % des produits, pour la période correspondante de l'exercice précédent;
- BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement : le BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement est demeuré relativement stable, à 40,4 M\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2020, comparativement à 40,6 M\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2019.
- Produits tirés des médias et solutions numériques du secteur PJ : les produits tirés des médias et solutions numériques du secteur PJ ont diminué de 15,8 % d'un exercice à l'autre pour se chiffrer à 64,4 M\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2020.
- Nombre de clients¹ et produits moyens par client² du secteur PJ : le nombre de clients du secteur PJ a diminué pour s'établir à 138 400 clients pour la période de douze mois close le 30 juin 2020, comparativement à 170 600 clients pour la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui représente un recul de 32 200 clients pour la période de douze mois close le 30 juin 2020, comparativement à un recul de 37 100 clients pour la période correspondante de l'exercice précédent. Les produits moyens par client du secteur PJ pour la période de douze mois close le 30 juin 2020 se sont chiffrés à 2 537 \$ comparativement à 2 486 \$ pour la période de douze mois close le 30 juin 2019, ce qui représente une augmentation de 2,1 %.

¹ Le nombre de clients du secteur PJ correspond au nombre de clients qui, à la fin de la période de présentation de l'information financière, avaient eu recours à l'un de nos produits pour leur publicité au cours des douze derniers mois, en excluant les clients de 411.ca.

² Les produits moyens par client du secteur PJ correspondent à la moyenne des produits tirés des contrats par client du secteur PJ sur les douze derniers mois, en excluant les clients de 411.ca.

Dépenses d'investissement

(en milliers de dollars canadiens)

Pour les trimestres clos les 30 juin	2020	2019
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	1 520 \$	2 764 \$
Acquisitions d'immobilisations corporelles	8	18
Dépenses d'investissement	1 528 \$	2 782 \$

Effectif¹

	Au 30 juin 2020	Au 30 juin 2019	Variation
Effectif total de PJ	672	942	(270)

¹ La Société définit l'effectif comme le nombre total d'employés excluant les employés en congé d'invalidité de courte durée et de longue durée ou en congé de maternité.

2. Résultats

Cette section présente un aperçu de notre performance financière pour le deuxième trimestre de 2020 par rapport à la période correspondante de 2019. Nous présentons plusieurs mesures afin d'aider les investisseurs à mieux comprendre notre performance, y compris certaines mesures qui ne sont pas conformes aux normes IFRS. Ces mesures financières sont définies à la page 3 du présent rapport de gestion et elles constituent des éléments importants à considérer lors de l'analyse de notre performance.

Faits saillants du deuxième trimestre

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action et les pourcentages)

Pour les trimestres clos les 30 juin	2020	2019
Produits	88 280 \$	106 772 \$
Bénéfice d'exploitation avant amortissements et frais de restructuration et autres charges (« BAIIA ajusté »)	41 928 \$	43 422 \$
Marge sur BAIIA ajusté	47,5 %	40,7 %
Bénéfice net	22 039 \$	14 573 \$
Bénéfice de base par action	0,83 \$	0,55 \$
Dépenses d'investissement	1 528 \$	2 782 \$
BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement	40 400 \$	40 640 \$
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	31 673 \$	28 627 \$

Produits

(en milliers de dollars canadiens)



BAIIA ajusté

(en milliers de dollars canadiens)



BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement

(en milliers de dollars canadiens)



Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation

(en milliers de dollars canadiens)



Résultats d'exploitation et financiers consolidés

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action et les pourcentages)

Pour les trimestres et les semestres clos les 30 juin	% des		% des		% des		% des	
	2020	produits	2019	produits	2020	produits	2019	produits
Produits	88 280 \$		106 772 \$		176 588 \$		211 559 \$	
Coût des produits vendus ¹	30 643	34,7 %	40 596	38,0 %	65 064	36,8 %	80 863	38,2 %
Marge brute ¹	57 637	65,3 %	66 176	62,0 %	111 524	63,2 %	130 696	61,8 %
Autres coûts d'exploitation ¹	15 709	17,8 %	22 754	21,3 %	37 033	21,0 %	41 893	19,8 %
Bénéfice d'exploitation avant amortissements et frais de restructuration et autres charges (« BAIIA ajusté »)	41 928	47,5 %	43 422	40,7 %	74 491	42,2 %	88 803	42,0 %
Amortissements	7 190	8,1 %	10 082	9,4 %	14 791	8,4 %	21 210	10,0 %
Frais de restructuration et autres charges	134	0,2 %	1 571	1,5 %	3 449	2,0 %	4 433	2,1 %
Bénéfice d'exploitation	34 604	39,2 %	31 769	29,8 %	56 251	31,9 %	63 160	29,9 %
Charges financières, montant net	4 121	4,7 %	11 456	10,7 %	8 302	4,7 %	25 221	11,9 %
Perte à la vente d'entreprises	4	n.s.	197	0,2 %	502	0,3 %	197	0,1 %
Bénéfice avant impôt sur le résultat	30 479	34,5 %	20 116	18,8 %	47 447	26,9 %	37 742	17,8 %
Charge d'impôt sur le résultat	8 440	9,6 %	5 543	5,2 %	13 005	7,4 %	10 509	5,0 %
Bénéfice net	22 039 \$	25,0 %	14 573 \$	13,6 %	34 442 \$	19,5 %	27 233 \$	12,9 %
Bénéfice de base par action	0,83 \$		0,55 \$		1,29 \$		1,03 \$	
Bénéfice dilué par action	0,73 \$		0,51 \$		1,17 \$		0,96 \$	

¹ Certaines informations comparatives ont été retraitées afin que leur présentation soit conforme à celle de 2020.

	Au 30 juin 2020	Au 31 décembre 2019
Total de l'actif	341 684 \$	326 878 \$
Débetures échangeables	99 783 \$	98 537 \$
Ratio total des débetures échangeables/total de l'actif	29,2 %	30,1 %

Information sectorielle

Les activités de la Société sont classées en deux secteurs à présenter, soit : PJ et Autre.

Le secteur PJ offre aux petites et moyennes entreprises du Canada des solutions de marketing et de médias numériques et traditionnels, y compris le positionnement prioritaire en ligne et mobile sur les médias détenus et exploités de Pages Jaunes, la syndication de contenu, des solutions de moteurs de recherche, la réalisation de sites Web, la gestion de campagnes sur les médias sociaux, un service d'affichage numérique ainsi que la production vidéo et la publicité imprimée. Le secteur comprend aussi le service d'annuaire numérique 411.ca, qui aide les utilisateurs à trouver des personnes et des entreprises locales et à entrer en contact avec elles, qui a été intégré dans la filiale entièrement détenue de la Société, Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée, au 30 septembre 2019.

Le secteur Autre comprend PJ Resto, un média numérique qui permettait aux utilisateurs de rechercher et de découvrir des restaurants locaux, en plus d'offrir des capacités de commande en ligne, jusqu'à sa vente, le 30 avril 2019. Ce secteur comprenait aussi Mediative, jusqu'à sa liquidation le 31 janvier 2019. Mediative offrait des services spécialisés de marketing numérique et de médias de performance à des clients nationaux, partout au Canada. Après le deuxième trimestre de 2019, plus aucune activité n'était présentée dans ce secteur.

Les résultats sectoriels comprennent les éléments directement attribuables au secteur ainsi que ceux qui peuvent être attribués sur une base raisonnable. La Société tient compte des transactions entre les secteurs à présenter de la même façon qu'elle tient compte des transactions avec les clients externes et les élimine à la consolidation. Il n'y a pas eu de transactions entre les secteurs à présenter au cours des trimestres et des semestres clos le 30 juin 2020 et le 30 juin 2019.

Analyse des résultats d'exploitation et financiers consolidés et sectoriels

Produits

(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

Pour les trimestres et les semestres clos les 30 juin	2020	2019	Variation en %	2020	2019	Variation en %
Médias numériques	64 433 \$	76 489 \$	(15,8) %	132 043 \$	154 291 \$	(14,4) %
Médias imprimés	23 847	30 121	(20,8) %	44 545	55 994	(20,4) %
PJ	88 280 \$	106 610 \$	(17,2) %	176 588 \$	210 285 \$	(16,0) %
Médias numériques	–	162	(100,0) %	–	1 274	(100,0) %
Médias imprimés	–	–	–	–	–	–
Autre	–	162	(100,0) %	–	1 274	(100,0) %
Médias numériques	64 433 \$	76 651 \$	(15,9) %	132 043 \$	155 565 \$	(15,1) %
Médias imprimés	23 847 \$	30 121 \$	(20,8) %	44 545 \$	55 994 \$	(20,4) %
Total des produits	88 280 \$	106 772 \$	(17,3) %	176 588 \$	211 559 \$	(16,5) %

Pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2020, le total des produits a diminué de 17,3 %, pour s'établir à 88,3 M\$, comparativement à 106,8 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Pour le semestre clos le 30 juin 2020, les produits ont diminué de 16,5 % pour s'établir à 176,6 M\$, comparativement à 211,6 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution du total des produits pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2020 est imputable au secteur PJ.

Au deuxième trimestre de 2020, le total des produits tirés des médias et solutions numériques a diminué de 15,9 % d'un exercice à l'autre, pour s'établir à 64,4 M\$, contre 76,7 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Pour le semestre clos le 30 juin 2020, le total des produits tirés des médias et solutions numériques a diminué de 15,1 % d'un exercice à l'autre, pour s'établir à 132,0 M\$, contre 155,6 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La baisse des produits au cours du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2020 est attribuable à la baisse des produits dans le secteur PJ.

Le total des produits tirés des médias imprimés a diminué de 20,8 % d'un exercice à l'autre pour s'établir à 23,8 M\$ pour le deuxième trimestre de 2020, comparativement à des produits tirés des médias imprimés de 30,1 M\$ au deuxième trimestre de 2019. Pour le semestre clos le 30 juin 2020, le total des produits tirés des médias imprimés a diminué de 20,4 % d'un exercice à l'autre, pour s'établir à 44,5 M\$. La baisse des produits tirés des médias imprimés au cours du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2020 est attribuable à la baisse des produits dans le secteur PJ.

Produits tirés des secteurs à présenter

PJ

Pour le deuxième trimestre de 2020, les produits tirés du secteur PJ ont diminué de 18,3 M\$, ou 17,2 % d'un exercice à l'autre, pour se chiffrer à 88,3 M\$, comparativement à 106,6 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Pour le semestre clos le 30 juin 2020, les produits tirés du secteur PJ ont diminué de 33,7 M\$, ou 16,0 %, pour se chiffrer à 176,6 M\$, comparativement à 210,3 M\$ pour la période correspondante de 2019. La diminution pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2020 est attribuable au recul de nos médias numériques et médias imprimés de PJ à marge plus élevée et, dans une moindre mesure, de nos services numériques à marge moins élevée, ce qui a exercé une pression sur nos marges brutes. Les produits du deuxième trimestre de 2020 ont aussi été touchés par la pandémie de COVID-19, qui a eu une incidence sur les dépenses des clients et, dans une moindre mesure, sur les taux de renouvellement des clients.

Au deuxième trimestre de 2020, les produits tirés des médias et solutions numériques ont diminué de 15,8 % d'un exercice à l'autre, pour s'établir à 64,4 M\$, contre 76,5 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Pour le semestre clos le 30 juin 2020, les produits tirés des médias et solutions numériques ont diminué de 14,4 % d'un exercice à l'autre, pour s'établir à 132,0 M\$, contre 154,3 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Les produits ont subi l'incidence négative d'une baisse du nombre de clients des médias numériques, contrebalancée en partie par un huitième trimestre consécutif de hausse des dépenses par client, et ce, malgré les pressions sur les dépenses au cours du deuxième trimestre en raison de la pandémie.

Au cours du deuxième trimestre de 2020, les produits tirés des médias imprimés ont diminué de 20,8 % d'un exercice à l'autre pour s'établir à 23,8 M\$. Au cours du semestre clos le 30 juin 2020, ils ont diminué de 20,4 % d'un exercice à l'autre pour s'établir à 44,5 M\$. Les produits ont subi l'incidence négative de la baisse du nombre de clients des médias imprimés et des dépenses par client.

Autre

En raison des cessions, aucun produit n'a été tiré du secteur Autre au cours du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2020, ce qui s'est traduit par une baisse de 0,2 M\$ et de 1,3 M\$ des produits du secteur Autre d'un exercice à l'autre pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2020, respectivement.

Marge brute¹

(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

Pour les trimestres et les semestres clos les 30 juin	2020			% des produits			2019			% des produits			Variation en %	
	2020	% des produits	2019	% des produits	Variation en %	2020	% des produits	2019	% des produits	Variation en %				
PJ	57 637 \$	65,3 %	66 035 \$	61,9 %	(12,7) %	111 524 \$	63,2 %	130 046 \$	61,8 %	(14,2) %				
Autre	–	–	141	87,0 %	(100,0) %	–	–	650	51,0 %	(100,0) %				
Total de la marge brute	57 637 \$	65,3 %	66 176 \$	62,0 %	(12,9) %	111 524 \$	63,2 %	130 696 \$	61,8 %	(14,7) %				

¹ Certaines informations comparatives ont été retraitées afin que leur présentation soit conforme à celle de 2020.

La marge brute a diminué pour se chiffrer à 57,6 M\$, ou 65,3 % des produits, pour le trimestre clos le 30 juin 2020, comparativement à 66,2 M\$, ou 62,0 % des produits, pour la période correspondante de l'exercice précédent. Pour le semestre clos le 30 juin 2020, la marge brute a diminué pour s'établir à 111,5 M\$, ou 63,2 % du total des produits, comparativement à 130,7 M\$, ou 61,8 % du total des produits, pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution de la marge brute et l'augmentation de la marge brute en pourcentage des produits est attribuable au secteur PJ.

Marge brute des secteurs à présenter

PJ

La marge brute du secteur PJ a totalisé 57,6 M\$, ou 65,3 % des produits, pour le trimestre clos le 30 juin 2020, comparativement à 66,0 M\$, ou 61,9 % des produits, pour la période correspondante de l'exercice précédent, et elle a totalisé 111,5 M\$, ou 63,2 % des produits, pour le premier semestre de 2020, comparativement à 130,0 M\$, ou 61,8 % des produits, pour la période correspondante de 2019. La diminution de la marge brute pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2020 découle des pressions exercées par une baisse globale des produits et un changement dans la composition des produits, contrebalancées en partie par l'efficacité au sein des ventes et de l'exploitation découlant des optimisations et des réductions de coûts, qui s'est traduite par une augmentation de la marge brute en pourcentage des produits. Les résultats pour le semestre clos le 30 juin 2020 ont aussi été touchés par les investissements dans le service à la clientèle et dans l'acquisition de nouveaux clients effectués au premier trimestre de 2020. La marge brute et la marge brute en pourcentage des produits ont aussi tiré parti de l'interruption des dépenses liée à la pandémie de COVID-19. D'autres incidences modestes de la pandémie de COVID-19 sur les produits, de même que l'augmentation de l'effectif de vente, exerceront une certaine pression sur la marge au cours des prochains trimestres.

Autre

En raison des cessions, le secteur Autre n'a généré aucune marge brute au cours du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2020, ce qui s'est traduit par une baisse de 0,1 M\$ et de 0,7 M\$ de la marge brute du secteur Autre d'un exercice à l'autre pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2020, respectivement.

BAIIA ajusté

(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

Pour les trimestres et les semestres clos les 30 juin	2020			2019			2020			2019		
	\$	% des produits		\$	% des produits		\$	% des produits		\$	% des produits	
PJ	41 928	47,5		43 375	40,7		74 491	42,2		88 472	42,1	
Autre	–	–		47	29,0		–	–		331	26,0	
Total du BAIIA ajusté	41 928	47,5		43 422	40,7		74 491	42,2		88 803	42,0	

Le BAIIA ajusté a diminué de 3,4 % pour se chiffrer à 41,9 M\$, ou 47,5 % des produits, pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2020, comparativement à 43,4 M\$, ou 40,7 % des produits, pour la période correspondante de l'exercice précédent. Pour le semestre clos le 30 juin 2020, le BAIIA ajusté a diminué de 14,3 M\$, ou 16,1 %, pour s'établir à 74,5 M\$, ou 42,2 % des produits, comparativement à 88,8 M\$, ou 42,0 % des produits, pour la période correspondante de l'exercice précédent. Les résultats d'un exercice à l'autre pour le trimestre et le semestre sont attribuables au secteur PJ.

BAIIA ajusté des secteurs à présenter

PJ

Le BAIIA ajusté du secteur PJ a totalisé 41,9 M\$, ou 47,5 % des produits, pour le trimestre clos le 30 juin 2020, comparativement à 43,4 M\$, ou 40,7 % des produits, pour la période correspondante de l'exercice précédent. Pour le semestre clos le 30 juin 2020, il a diminué pour s'établir à 74,5 M\$, ou 42,2 % des produits, comparativement à 88,5 M\$, ou 42,1 % des produits, pour la période correspondante de 2019. La baisse du BAIIA ajusté au cours du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2020 est attribuable aux pressions exercées sur les produits dans le secteur PJ, partiellement contrebalancées par l'efficacité au sein des ventes et de l'exploitation découlant des optimisations et des réductions des coûts d'exploitation, incluant des réductions de la main-d'œuvre et des charges connexes liées aux employés, des réductions des espaces de bureaux de la Société et d'autres réductions au titre des dépenses au sein du secteur, ce qui s'est traduit par une augmentation de la marge sur BAIIA ajusté. Les résultats pour le semestre clos le 30 juin 2020 ont aussi été touchés par les investissements effectués dans le service à la clientèle et dans l'acquisition de nouveaux clients et par l'augmentation de la provision pour créances douteuses liée à la pandémie de COVID-19 au premier trimestre de 2020. De plus, les résultats du premier trimestre de 2019 ont bénéficié d'un ajustement de la charge de rémunération variable attribuable à l'attrition de l'effectif et aux performances de l'exercice précédent. Pour le deuxième trimestre de 2020, le BAIIA ajusté et la marge sur BAIIA ajusté ont aussi bénéficié de la subvention salariale d'urgence de 4,8 M\$, ainsi que de l'interruption des dépenses. D'autres incidences modestes de la pandémie de COVID-19 sur les produits, de même que l'augmentation de l'effectif de vente, exerceront une certaine pression sur la marge au cours des prochains trimestres.

Autre

En raison des cessions, le secteur Autre n'a généré aucun BAIIA ajusté au cours du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2020, ce qui s'est traduit par une baisse de 0,3 M\$ du BAIIA ajusté du secteur Autre d'un exercice à l'autre pour le semestre clos le 30 juin 2020.

BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement

(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

Pour les trimestres et les semestres clos les 30 juin	2020	2019	Variation en %	2020	2019	Variation en %
BAIIA ajusté	41 928 \$	43 375 \$	(3,3) %	74 491 \$	88 472 \$	(15,8) %
Dépenses d'investissement	1 528	2 712	(43,7) %	2 759	5 128	(46,2) %
PJ	40 400 \$	40 663 \$	(0,6) %	71 732 \$	83 344 \$	(13,9) %
BAIIA ajusté	–	47	(100,0) %	–	331	(100,0) %
Dépenses d'investissement	–	70	(100,0) %	–	278	(100,0) %
Autre	–	(23)	(100,0) %	–	53	(100,0) %
BAIIA ajusté	41 928 \$	43 422 \$	(3,4) %	74 491 \$	88 803 \$	(16,1) %
Dépenses d'investissement	1 528 \$	2 782 \$	(45,1) %	2 759 \$	5 406 \$	(49,0) %
Total du BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement	40 400 \$	40 640 \$	(0,6) %	71 732 \$	83 397 \$	(14,0) %

Le BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement a diminué de 0,2 M\$ pour s'établir à 40,4 M\$ au cours du deuxième trimestre de 2020, comparativement à 40,6 M\$ au cours de la période correspondante de l'exercice précédent. Pour le semestre clos le 30 juin 2020, le BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement a diminué de 11,7 M\$, ou 14,0 %, pour s'établir à 71,7 M\$, comparativement à 83,4 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution du BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2020 est imputable au secteur PJ.

BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement des secteurs à présenter**PJ**

Pour le trimestre clos le 30 juin 2020, le BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement du secteur PJ a totalisé 40,4 M\$, comparativement à 40,7 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Pour le semestre clos le 30 juin 2020, le BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement du secteur PJ a totalisé 71,7 M\$, comparativement à 83,3 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La baisse au cours du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2020 est essentiellement attribuable à la baisse du BAIIA ajusté, contrebalancée en partie par une baisse des dépenses d'investissement découlant de la diminution des dépenses relatives au développement de logiciels.

Autre

En raison des cessions, le BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement du secteur Autre s'est chiffré à néant pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2020, ce qui s'est traduit par une diminution d'un exercice à l'autre de 0,1 M\$ du BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement pour le semestre clos le 30 juin 2020.

Amortissements

Pour le trimestre clos le 30 juin 2020, les amortissements ont diminué pour se chiffrer à 7,2 M\$, comparativement à 10,1 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent, et ont diminué pour se chiffrer à 14,8 M\$ pour le semestre clos le 30 juin 2020, comparativement à 21,2 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent, surtout en raison de la baisse des dépenses relatives au développement de logiciels.

Frais de restructuration et autres charges

(en milliers de dollars canadiens)

Pour les trimestres et les semestres clos les 30 juin	2020	2019	2020	2019
Indemnités, avantages et remplacement externe	908 \$	575 \$	1 542 \$	3 259 \$
Règlement d'un litige	–	–	–	(99)
Perte de valeur (recouvrement) des actifs au titre de droits d'utilisation et coûts d'exploitation futurs liés aux contrats de location des bureaux fermés	(517)	154	2 129	198
Autres frais (recouvrements)	(257)	842	(222)	1 075
Total des frais de restructuration et autres charges	134 \$	1 571 \$	3 449 \$	4 433 \$

Des frais de restructuration et autres charges de 0,1 M\$ ont été comptabilisés pour le trimestre clos le 30 juin 2020, qui comprennent essentiellement des frais de restructuration de 0,9 M\$ attribuables aux réductions de la main-d'œuvre et une charge de 0,7 M\$ liée aux cessions d'immobilisations corporelles, contrebalancés par un recouvrement de 1,2 M\$ lié à la résiliation d'un contrat de location, ces deux derniers facteurs étant liés à des espaces de bureaux vacants. Au cours du trimestre clos le 30 juin 2019, la Société a comptabilisé des frais de restructuration et autres charges de 1,6 M\$, soit des frais de restructuration de 1,4 M\$ attribuables aux réductions de la main-d'œuvre et une charge de 0,9 M\$ liée aux coûts d'exploitation futurs provisionnés pour les contrats de location liés à des fermetures de bureaux, lesquels ont été contrebalancés par un recouvrement de 0,7 M\$ relatif à des pertes de valeur des actifs au titre de droits d'utilisation comptabilisées précédemment.

Des frais de restructuration et autres charges de 3,4 M\$ ont été comptabilisés pour le semestre clos le 30 juin 2020, qui comprennent essentiellement des frais de restructuration de 1,5 M\$ attribuables aux réductions de la main-d'œuvre, une charge de 1,1 M\$ relative aux coûts d'exploitation futurs provisionnés pour les contrats de location liés à des fermetures de bureaux et une charge de 2,0 M\$ liée aux cessions d'immobilisations corporelles et à la perte de valeur des actifs au titre de droits d'utilisation relative à des espaces de bureaux vacants, contrebalancés par un recouvrement de 1,2 M\$ lié à la résiliation d'un contrat de location. Au cours du semestre clos le 30 juin 2019, la Société a comptabilisé des frais de restructuration et autres charges de 4,4 M\$, dont une tranche de 4,3 M\$ était liée à des frais de restructuration attribuables aux réductions de la main-d'œuvre.

Charges financières

Pour le trimestre clos le 30 juin 2020, les charges financières ont diminué pour se chiffrer à 4,1 M\$, comparativement à 11,5 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent, et ont diminué pour se chiffrer à 8,3 M\$ pour le semestre clos le 30 juin 2020, comparativement à 25,2 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette diminution est essentiellement attribuable à une baisse du niveau d'endettement à la suite du remboursement complet des billets garantis de premier rang en 2019. Le taux d'intérêt effectif moyen de la Société sur notre portefeuille de titres d'emprunt, compte non tenu des obligations liées à des contrats de location, s'est établi à 8,0 % pour le trimestre clos le 30 juin 2020 (30 juin 2019 – 9,2 %).

Charge d'impôt sur le résultat

Les taux d'imposition combinés fédéral-provincial prévus par la loi ont été stables tout au long des semestres clos les 30 juin 2020 et 2019, s'établissant à 26,6 % et à 26,9 %, respectivement. La Société a comptabilisé une charge de 8,4 M\$ et de 13,0 M\$ pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2020, respectivement, comparativement à une charge de 5,5 M\$ et de 10,5 M\$ pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2019, respectivement.

La différence entre le taux effectif et le taux prévu par la loi pour les semestres clos les 30 juin 2020 et 2019 tient principalement au fait que certaines charges n'étaient pas déductibles aux fins de l'impôt.

Bénéfice net

Au cours du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2020, le bénéfice net a augmenté pour se chiffrer à 22,0 M\$ et à 34,4 M\$, respectivement, comparativement à un bénéfice net de 14,6 M\$ et de 27,2 M\$, respectivement, pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent. L'amélioration de 7,4 M\$ et de 7,2 M\$ de la rentabilité au cours du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2020, respectivement, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent s'explique principalement par une baisse des charges financières, par une baisse de la dotation aux amortissements et par une baisse des frais de restructuration et autres charges, qui ont été contrebalancées en partie par une baisse du BAIIA ajusté.

Sommaire des résultats consolidés trimestriels

Le tableau suivant, préparé conformément aux normes IFRS, en vertu de l'International Accounting Standard (IAS 34), *Information financière intermédiaire*, présente les principales données financières consolidées de Pages Jaunes pour les huit plus récents trimestres.

	2020		2019				2018	
	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4	T3
Produits du secteur PJ	88 280 \$	88 421 \$	93 507 \$	98 147 \$	106 610 \$	103 675 \$	110 782 \$	117 647 \$
Produits du secteur Autre et éliminations intersectorielles	—	—	—	—	162	1 112	13 737	12 503
Total des produits	88 280 \$	88 421 \$	93 507 \$	98 147 \$	106 772 \$	104 787 \$	124 519 \$	130 150 \$
Coûts d'exploitation	46 352	55 745	58 751	60 361	63 350	59 406	83 370	83 889
Bénéfice d'exploitation avant amortissements et frais de restructuration et autres charges (« BAIIA ajusté »)	41 928	32 563	34 756	37 786	43 422	45 381	41 149	46 261
Marge sur BAIIA ajusté	47,5 %	36,9 %	37,2 %	38,5 %	40,7 %	43,3 %	33,0 %	35,5 %
Amortissements	7 190	7 601	8 678	9 221	10 082	11 128	17 063	18 945
Frais de restructuration et autres charges	134	3 315	5 719	2 347	1 571	2 862	1 198	5 220
Bénéfice d'exploitation	34 604	21 647	20 359	26 218	31 769	31 391	22 888	22 096
Charges financières, montant net	4 121	4 181	7 360	7 019	11 456	13 765	13 516	13 074
Perte (profit) à la vente d'entreprises	4	498	10	160	197	—	(205)	(6 827)
Charge (économie) d'impôt sur le résultat	8 440	4 565	(40 608)	5 200	5 543	4 966	(30 380)	(11 276)
Bénéfice net	22 039 \$	12 403 \$	53 597 \$	13 839 \$	14 573 \$	12 660 \$	39 957 \$	27 125 \$
Bénéfice de base par action	0,83 \$	0,47 \$	2,02 \$	0,52 \$	0,55 \$	0,48 \$	1,51 \$	1,03 \$
Bénéfice dilué par action	0,73 \$	0,44 \$	1,70 \$	0,49 \$	0,51 \$	0,45 \$	1,28 \$	0,89 \$

3. Situation de trésorerie et sources de financement

Cette section évalue la structure du capital de la Société, sa situation de trésorerie et ses divers instruments financiers, y compris ses instruments d'emprunt.

Structure du capital

(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

	Au 30 juin 2020	Au 31 décembre 2019
Trésorerie	97 691 \$	44 408 \$
Débitures échangeables	99 783	98 537
Obligations liées à des contrats de location	54 319	57 885
Total de la dette	154 102 \$	156 422 \$
Capitaux propres (insuffisance)	25 048	(16 660)
Total du capital investi	179 150 \$	139 762 \$
Ratio du total de la dette déduction faite de la trésorerie sur le total du capital investi	31,5 %	80,1 %

Au 30 juin 2020, le total de la dette de Pages Jaunes, déduction faite de la trésorerie, se chiffrait à 56,4 M\$, comparativement à 112,0 M\$ au 31 décembre 2019.

Le ratio du total de la dette déduction faite de la trésorerie sur le BAIIA ajusté des douze derniers mois¹ s'établissait à 0,4 fois au 30 juin 2020, comparativement à 0,7 fois au 31 décembre 2019. Cette baisse est essentiellement attribuable à une hausse du solde de la trésorerie au 30 juin 2020, contrebalancée en partie par une baisse du BAIIA ajusté.

Ratio du total de la dette déduction faite de la trésorerie sur le BAIIA ajusté des douze derniers mois¹



Structure du capital

(en millions de dollars canadiens)



¹ Bénéfice d'exploitation des douze derniers mois avant amortissements et frais de restructuration et autres charges (« BAIIA ajusté des douze derniers mois »). Le BAIIA ajusté des douze derniers mois est une mesure non conforme aux normes IFRS et, par conséquent, il pourrait ne pas être comparable à des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés cotées en bourse. Se reporter à la page 3 pour obtenir une définition du BAIIA ajusté.

Emprunt garanti par des actifs

Le 19 octobre 2017, la Société, par l'entremise de sa filiale Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée, a renouvelé son emprunt garanti par des actifs de 50,0 M\$ d'une durée de cinq ans et en a prorogé la durée jusqu'en août 2022. À la demande de la Société, la convention régissant l'emprunt garanti par des actifs a été modifiée le 18 novembre 2019 afin de réduire le total des engagements, qui est passé de 50,0 M\$ à 25,0 M\$. Cet emprunt est affecté aux besoins généraux de l'entreprise. L'emprunt garanti par des actifs permet à la Société d'avoir accès à des fonds sous la forme de prêts au taux préférentiel, de prêts au taux des acceptations bancaires ou de lettres de crédit. L'emprunt est soumis à une réserve disponible de 5,0 M\$ si le ratio de couverture des charges fixes de la Société est inférieur à 1,1 fois pour les douze derniers mois. Au 30 juin 2020, le ratio de couverture des charges fixes de la Société était de 1,6 fois. La Société avait des lettres de crédit de 3,4 M\$ émises et en circulation en vertu de l'emprunt garanti par des actifs. Par conséquent, une tranche de 21,6 M\$ de l'emprunt garanti par des actifs était disponible au 30 juin 2020. Au 30 juin 2020, la Société respectait toutes les clauses restrictives de la convention d'emprunt régissant l'emprunt garanti par des actifs.

Débetures échangeables

Le 20 décembre 2012, la Société a émis, par l'entremise de sa filiale Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée, 107,5 M\$ de débetures échangeables subordonnées de premier rang (les « débetures échangeables ») échéant le 30 novembre 2022. Au 30 juin 2020 et au 31 décembre 2019, la valeur nominale des débetures échangeables s'élevait à 107,1 M\$. Au 30 juin 2020, la valeur des débetures échangeables, moins les intérêts non comptabilisés, était de 99,8 M\$, comparativement à 98,5 M\$ au 31 décembre 2019.

Les intérêts sur les débetures échangeables portent intérêt au taux de 8 % par année si, pour la période d'intérêt applicable, le paiement est en trésorerie, ou au taux de 12 % par année, pour la période d'intérêt applicable, si la Société choisit d'effectuer un paiement en nature des intérêts sur la totalité ou une partie des débetures échangeables en circulation, c'est-à-dire de payer les intérêts en débetures échangeables additionnelles. Les intérêts sur les débetures échangeables sont payables semestriellement, à terme échu, en versements égaux le dernier jour de mai et de novembre de chaque année.

L'acte de fiducie régissant les débetures échangeables contient des clauses restrictives, notamment des restrictions quant à la création d'une dette additionnelle, au paiement de dividendes et autres restrictions de paiement, à la création de privilèges, aux transactions de cession-bail, aux fusions, aux regroupements et aux ventes d'actifs, ainsi qu'à certaines transactions avec des entreprises liées. L'acte de fiducie ne contient pas l'obligation de maintenir des ratios financiers. Les restrictions quant aux ratios financiers s'appliquent seulement lors de la création d'une dette ou d'autres transactions.

L'acte de fiducie permet à la Société d'effectuer des paiements restreints, y compris des paiements de dividendes et des rachats d'actions ordinaires, d'un montant total maximal de 20,0 M\$ à compter de la date de l'acte de fiducie. La Société a effectué des paiements restreints à l'égard des dividendes totalisant 2,9 M\$ depuis que l'acte de fiducie est entré en vigueur. Au 30 juin 2020, la Société respectait toutes les clauses restrictives en vertu de l'acte de fiducie régissant les débetures échangeables.

Option d'échange

Les débetures échangeables sont échangeables au gré du détenteur contre de nouvelles actions ordinaires, en tout temps, à un prix d'échange par action ordinaire de 19,04 \$, sous réserve d'un ajustement pour transactions précisées.

Rachat optionnel

La Société peut racheter la totalité ou une partie des débetures échangeables à son gré, sur préavis d'au moins 30 jours et d'au plus 60 jours, à un prix de rachat égal à :

- 110 % du capital, plus les intérêts courus et impayés à la date de rachat, le cas échéant, si le rachat est effectué avant le 31 mai 2021;
- 100 % du capital, plus les intérêts courus et impayés à la date de rachat, le cas échéant, si le rachat est effectué le 31 mai 2021 ou après cette date.

L'option de rachat en trésorerie correspond à la définition d'un dérivé incorporé et est comptabilisée à la juste valeur dans les états consolidés de la situation financière, et les variations de la juste valeur sont comptabilisées dans les charges financières. La juste valeur au 30 juin 2020 et au 31 décembre 2019 était négligeable.

La Société a conclu une offre publique de rachat dans le cours normal des activités visant le rachat de débetures échangeables d'un montant en capital maximal de 6,6 M\$ au cours de la période commençant le 20 avril 2020 et se terminant le 19 avril 2021. Le prix que Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée paiera pour ces débetures échangeables correspondra au cours en vigueur au moment de l'acquisition. Toutes les débetures échangeables seront rachetées aux fins d'annulation. Au 30 juin 2020, PJ a racheté des débetures échangeables d'une valeur comptable de 33 500 \$ pour un montant en trésorerie de 36 000 \$ en vertu de son offre publique de rachat dans le cours normal des activités.

Tel qu'il a été annoncé le 13 février 2020, la Société a l'intention d'effectuer un paiement de rachat optionnel pour rembourser la totalité du solde restant de ses débetures échangeables le 31 mai 2021 ou peu après cette date conformément aux modalités présentées ci-dessus (c'est-à-dire à un prix de rachat égal à 100 %).

Notations

Standard and Poor's Global Ratings

B-/notation de la Société – perspective stable

B/notation des débetures échangeables

Situation de trésorerie

Les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation et les fonds en caisse sont les principales sources de trésorerie de la Société. La Société prévoit générer suffisamment de liquidités à court et à long terme pour financer ses dépenses d'investissement, ses besoins en fonds de roulement et ses obligations actuelles, ainsi que pour assurer le service de sa dette en cours. Au 30 juin 2020, la trésorerie de la Société se chiffrait à 97,7 M\$ et un montant de 21,6 M\$ était disponible en vertu de l'emprunt garanti par des actifs. Au 5 août 2020, la trésorerie de la Société se chiffrait à 109,7 M\$ et un montant de 21,6 M\$ était disponible en vertu de l'emprunt garanti par des actifs.

Données sur les actions

Données sur les actions en circulation

	Au 5 août 2020	Au 30 juin 2020	Au 31 décembre 2019
Actions ordinaires en circulation	28 075 308	28 075 308	28 075 308
Débetures échangeables en circulation ¹	5 621 481	5 622 532	5 624 422
Bons de souscription d'actions ordinaires en circulation	2 995 484	2 995 484	2 995 484
Options sur actions en circulation ²	3 469 752	2 419 684	1 983 102

¹ Au 5 août 2020, le montant en capital des débetures échangeables de Pages Jaunes en circulation s'élevait à 107,0 M\$. Ce montant peut être échangé contre 5 621 481 actions ordinaires de Pages Jaunes Limitée à un prix d'échange de 19,04 \$, sous réserve d'un ajustement pour transactions précisées, conformément à l'acte de fiducie régissant les débetures échangeables.

² Le solde des options sur actions en circulation de 3 469 752 et de 2 419 684 au 5 août et au 30 juin 2020, respectivement, comprend aucune et 3 325 options sur actions pouvant être exercées à ces dates, respectivement. Le solde des options sur actions en circulation de 1 983 102 au 31 décembre 2019 ne comprenait aucune option sur actions pouvant être exercée à cette date.

Le 5 août 2020, le conseil d'administration a donné son accord pour que la Société lance une offre publique de rachat dans le cours normal des activités, débutant le 10 août 2020, visant le rachat d'actions ordinaires d'un montant maximal de 5,0 M\$ sur le marché libre aux fins d'annulation au plus tard le 9 août 2021.

Politique en matière de dividendes

Le 12 mai 2020, le conseil d'administration de la Société a adopté une politique en matière de dividendes en vertu de laquelle un dividende trimestriel en trésorerie de 0,11 \$ par action sera versé à ses actionnaires ordinaires. La politique de distribution de dividendes de PJ et la déclaration de dividendes sur toute action ordinaire en circulation de la Société sont déterminées au gré du conseil d'administration et, par conséquent, rien ne garantit que la politique de distribution de dividendes sera maintenue ni que des dividendes seront déclarés. Les décisions à l'égard des dividendes continueront de dépendre des activités et des résultats financiers de PJ, que le conseil d'administration évaluera chaque trimestre, et qui sont pour leur part assujettis à différents risques et hypothèses, dont ceux mentionnés dans le présent rapport de gestion.

Au deuxième trimestre de 2020, la Société a versé un dividende en trésorerie sur actions ordinaires de 2,9 M\$, soit 0,11 \$ par action ordinaire.

Le 5 août 2020, le conseil d'administration a déclaré un dividende en trésorerie de 0,11 \$ par action ordinaire, payable le 15 septembre 2020 aux actionnaires inscrits le 28 août 2020. Les dividendes trimestriels futurs seront assujettis à l'approbation du conseil.

Provenance et utilisation des flux de trésorerie

(en milliers de dollars canadiens)

Pour les semestres clos les 30 juin	2020	2019
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation		
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation, compte non tenu de la variation des actifs et des passifs d'exploitation	62 584 \$	58 289 \$
Variation des actifs et des passifs d'exploitation	(3 763)	3 886
	58 821 \$	62 175 \$
Flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement		
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	(2 667) \$	(5 295) \$
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(92)	(111)
Paiements reçus au titre de l'investissement net dans des contrats de sous-location	427	148
Produit de la vente d'entreprises	1 200	1 744
	(1 132) \$	(3 514) \$
Flux de trésorerie affectés aux activités de financement		
Remboursement des billets garantis de premier rang	– \$	(90 000) \$
Rachat de débetures échangeables	(36)	–
Paiement au titre des obligations liées à des contrats de location	(1 437)	(2 415)
Dividendes versés	(2 933)	–
	(4 406) \$	(92 415) \$
AUGMENTATION (DIMINUTION) NETTE DE LA TRÉSORERIE	53 283 \$	(33 574) \$
TRÉSORERIE ET TRÉSORERIE SOUMISE À RESTRICTIONS, AU DÉBUT DE LA PÉRIODE	44 408	81 452
TRÉSORERIE, À LA FIN DE LA PÉRIODE	97 691 \$	47 698 \$

Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation

Les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation ont diminué de 3,3 M\$, pour s'établir à 58,8 M\$ pour le semestre clos le 30 juin 2020, comparativement à 62,2 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution est essentiellement attribuable à la baisse de 14,3 M\$ du BAIIA ajusté et à une diminution de 7,6 M\$ de la variation des actifs et des passifs d'exploitation, puisque les résultats de 2019 avaient bénéficié du recouvrement des créances clients de Juice et Mediative, facteurs contrebalancés en partie par une baisse de 11,1 M\$ des intérêts payés et par une baisse de 5,6 M\$ des paiements au titre des frais de restructuration et autres charges.

Flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement

Les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement ont diminué de 2,4 M\$ d'un exercice à l'autre, ce qui s'explique surtout par une diminution des investissements relatifs au développement de logiciels.

Flux de trésorerie affectés aux activités de financement

Les flux de trésorerie affectés aux activités de financement ont diminué de 88,0 M\$, pour s'établir à 4,4 M\$ pour le semestre clos le 30 juin 2020, comparativement à 92,4 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui s'explique par le remboursement de billets garantis de premier rang en 2019, contrebalancé en partie par les dividendes de 2,9 M\$ versés au deuxième trimestre de 2020.

Instruments financiers et autres instruments

(Se reporter à la note 24 des états financiers consolidés audités de la Société pour les exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018.)

Les instruments financiers de la Société comprennent essentiellement la trésorerie, les créances clients et autres débiteurs, les dettes fournisseurs et autres créditeurs et les débetures échangeables.

La valeur comptable des dérivés incorporés au 30 juin 2020 était négligeable. La valeur comptable est établie au moyen des flux de trésorerie actualisés en fonction des taux du marché en vigueur à la clôture du trimestre, comme il est d'usage dans le secteur.

4. Hypothèses et estimations critiques

La préparation des états financiers consolidés intermédiaires résumés conformément aux normes IFRS exige que nous procédions à des estimations et établissons des hypothèses au sujet de notre entreprise. Ces estimations et hypothèses ont des répercussions sur les montants des actifs et des passifs, de même que sur les montants des produits et des charges et sur la présentation des actifs et des passifs éventuels dans les états financiers.

Nos hypothèses et estimations comptables critiques n'ont pas changé depuis la publication de notre rapport de gestion pour les exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018, sauf ce qui est décrit ci-dessous. Ces hypothèses et estimations critiques portent sur la correction de valeur pour pertes de crédit attendues pour les créances clients, les immobilisations incorporelles, les immobilisations corporelles, les avantages futurs du personnel et l'impôt sur le résultat. Se reporter à la section 4 « Hypothèses et estimations critiques » pour les exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018.

Estimations importantes

La direction a révisé les estimations et hypothèses qu'elle aurait normalement utilisées pour appliquer les méthodes comptables de la Société touchant la valeur comptable de certains actifs et l'information présentée dans les notes annexes afin de refléter l'incidence estimée de la pandémie de COVID-19. Toute estimation de la durée et de la gravité de ces faits nouveaux est assujettie à un degré important d'incertitude et, par conséquent, les estimations de l'étendue et du caractère défavorable de l'incidence que pourrait avoir la pandémie de COVID-19 sur les activités, les résultats financiers et la situation de la Société au cours des périodes futures sont également assujetties à un degré important d'incertitude. L'incidence de ces changements d'estimations comptables est comptabilisée dans la période au cours de laquelle le changement se produit et dans toutes les périodes futures touchées.

Les changements au titre des estimations et des hypothèses formulées par la direction qui sont essentielles à la détermination de la valeur comptable des actifs sont abordés ci-après.

Évaluation de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues pour les créances clients

Relativement à la dépréciation des créances clients (y compris les actifs sur contrat), la Société utilise le modèle des pertes de crédit attendues, qui exige que la Société comptabilise les pertes de crédit attendues et les variations de ces pertes de crédit attendues à chaque date de clôture pour refléter les changements du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale de la créance client. Les pertes de crédit attendues pour créances douteuses relatives aux créances clients (aussi appelées correction de valeur pour créances douteuses) sont établies en fonction de divers facteurs, y compris, entre autres, la durée de l'exposition et, dans certains cas, la solvabilité du client. En raison de la pandémie de COVID-19, la Société a appliqué la méthode tel qu'il est décrit ci-dessus en ayant recours à un facteur additionnel pour évaluer le risque de crédit appliqué aux pertes de crédit attendues, fondé sur le secteur d'activités du client et sur une estimation du degré auquel il pourrait avoir été touché par la pandémie. Ainsi, une perte de crédit attendue supplémentaire de 1,5 M\$ a été comptabilisée pour le premier trimestre de 2020. Cette estimation importante pourrait avoir une incidence sur les résultats futurs de la Société en cas d'un nouveau changement important à la conjoncture économique ou à la solvabilité des clients ou à la suite d'une nouvelle information qui pourrait avoir une incidence sur nos hypothèses.

Actifs d'impôt différé

La Société a mis à jour ses hypothèses relatives à la valeur comptable des actifs d'impôt différé pour refléter l'incidence estimée de la pandémie de COVID-19 et pour déterminer si un ajustement à sa réduction de valeur serait requis au 30 juin 2020. Aucun ajustement n'a été requis à la suite de cette évaluation.

Nouvelles principales méthodes comptables

Subvention publique

Une subvention publique est comptabilisée lorsqu'il existe une assurance raisonnable que la Société se conformera aux conditions y étant attachées et que la subvention sera reçue. Les subventions publiques relatives à une charge sont comptabilisées en résultat net à titre de réduction des coûts liés que les subventions sont censées compenser.

En réponse à l'incidence économique négative de la COVID-19, divers programmes gouvernementaux ont été adoptés afin d'offrir une aide financière aux entreprises. La Société a déterminé qu'elle était admissible, pour certaines périodes, à la Subvention salariale d'urgence du Canada (SSUC) prévue dans le Plan d'intervention économique pour répondre à la COVID-19. En vertu de la SSUC, la Société peut recevoir jusqu'à 75 % des salaires, ou un maximum de 847 \$ par semaine par employé, pendant les périodes d'admissibilité. La contribution reçue a été comptabilisée à titre de réduction des coûts d'exploitation dans les états consolidés intermédiaires résumés du résultat net.

Le 27 juillet 2020, une loi a été adoptée relativement à la prolongation et à l'extension de la SSUC, en vertu de laquelle la SSUC a été prolongée jusqu'au 21 novembre 2020, avec une prolongation additionnelle éventuelle jusqu'au 19 décembre 2020. Des changements importants ont aussi été apportés au programme initial. La Société est en train d'évaluer l'incidence de ces changements sur son admissibilité à toute subvention additionnelle.

Normes comptables

Modifications à IAS 1, *Présentation des états financiers*

Les modifications à IAS 1 établissent une approche plus générale à l'égard du classement des passifs, fondée sur l'analyse des contrats existants à la date de clôture. Les modifications clarifient que le classement des passifs en tant que passifs courants ou non courants doit être fonction des droits qui existent à la fin de la période de présentation de l'information financière et harmonisent le libellé de tous les paragraphes concernés pour utiliser le terme « droit » de différer le règlement du passif pour au moins douze mois et indiquer explicitement que seuls les droits qui existent à la fin de la période de présentation de l'information financière influent sur le classement d'un passif. Les modifications entreront en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2023 et doivent être appliquées de façon rétrospective. La Société est en train d'évaluer l'incidence de l'adoption de ces modifications sur ses états financiers.

Modifications à IAS 37, *Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels*

Le 14 mai 2020, l'IASB a publié des modifications à IAS 37, *Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels*, qui précisent les coûts qu'une société devrait inclure dans les coûts d'exécution d'un contrat lorsqu'elle détermine si ce contrat est déficitaire. Les modifications à IAS 37 clarifient que pour déterminer si un contrat est déficitaire, le coût d'exécution d'un contrat doit comprendre à la fois les coûts marginaux liés à l'exécution du contrat et une affectation des autres coûts directement liés à l'exécution du contrat. Les modifications sont en vigueur pour les contrats dans le cadre desquels une entité n'a pas encore rempli toutes ses obligations à compter du 1^{er} janvier 2022. L'application anticipée est permise. La Société évalue l'incidence de l'adoption de ces modifications sur ses états financiers.

5. Risques et incertitudes

Se reporter à la section « Risques et incertitudes » de notre rapport de gestion pour les exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018 et à notre notice annuelle datée du 30 mars 2020 pour obtenir une description complète des facteurs de risque auxquels la Société pourrait être exposée, notamment « Une forte concurrence pourrait réduire la part de marché de la Société et avoir une incidence défavorable importante sur cette dernière, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière », « Une diminution plus marquée que prévu du taux de déclin des produits tirés des médias imprimés en raison de changements dans les préférences et les habitudes des consommateurs pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière », « L'incapacité de la Société de générer des fonds suffisants, qu'ils proviennent de l'exploitation, de financements par emprunt ou par actions ou de refinancements pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière ».

Comprendre et gérer les risques sont deux éléments essentiels du processus de planification stratégique de PJ. Le conseil exige que nos cadres supérieurs déterminent et gèrent de façon appropriée les principaux risques liés à nos activités d'exploitation. Afin de comprendre et de gérer les risques de PJ, notre conseil d'administration et notre équipe de la haute direction analysent les risques selon trois grandes catégories :

1. Les risques stratégiques – pour la plupart, de nature externe;
2. Les risques financiers – généralement liés à des questions abordées dans la politique de gestion des risques financiers et dans l'énoncé de la politique et des procédures en matière de placements pour la retraite;
3. Les risques d'exploitation – principalement liés aux risques dans tous les principaux secteurs fonctionnels de l'organisation.

PJ a adopté certains principes directeurs afin de tenter de gérer les risques auxquels elle pourrait être exposée. Malgré ces principes, la Société ne peut garantir que ses efforts seront fructueux. Nos risques et incertitudes sont demeurés inchangés depuis la publication de notre rapport de gestion pour les exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018, sauf pour ce qui est décrit à la section « Information prospective » du présent rapport de gestion. Pour plus d'information, se reporter à la partie correspondante de notre rapport de gestion pour les exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018 et à notre notice annuelle datée du 30 mars 2020.

6. Contrôles et procédures

À titre de société ouverte, nous devons prendre les mesures nécessaires pour nous assurer que l'information significative concernant nos rapports présentés ou déposés en vertu des lois sur les valeurs mobilières donne une image fidèle de l'information financière de PJ. Cette responsabilité incombe à la direction, notamment au président et chef de la direction et au chef de la direction financière. La direction est responsable de l'établissement des contrôles et procédures de communication de l'information, de leur maintien et de leur évaluation ainsi que du contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Contrôles et procédures de communication de l'information

L'évaluation de la conception et de l'efficacité des contrôles et des procédures de communication de l'information (selon les modalités du Règlement 52-109) a été effectuée sous la supervision du président et chef de la direction et du chef de la direction financière. Ces derniers ont conclu que ces contrôles et procédures de communication de l'information de la Société étaient efficaces au 30 juin 2020.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

La conception et l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière (selon les modalités du Règlement 52-109) ont été évaluées sous la supervision du président et chef de la direction et du chef de la direction financière. À la suite de ces évaluations, ces derniers ont conclu que le contrôle interne à l'égard de l'information financière était efficace au 30 juin 2020.

Au cours du trimestre ouvert le 1^{er} avril 2020 et clos le 30 juin 2020, le contrôle interne à l'égard de l'information financière n'a subi aucun changement qui a eu ou qui pourrait raisonnablement avoir une incidence significative sur ce contrôle.